

# Communication d'informations financières en lien avec les changements climatiques

## Gouvernance

Le Groupe Peoples supervise les risques climatiques grâce à son cadre général de gouvernance et de gestion du risque d'entreprise, plutôt que par l'intermédiaire d'organes de gouvernance dédiés. Au niveau du conseil d'administration, la surveillance des risques climatiques fait partie du mandat du comité des risques du conseil d'administration, qui examine les expositions aux risques importants dans le cadre de sa responsabilité au sens large en matière de surveillance des risques. La surveillance au niveau de la direction est assurée par le comité de gestion du risque d'entreprise, qui se réunit trimestriellement et examine les risques climatiques parallèlement aux autres catégories de risques à l'échelle de l'entreprise.

Dans cette configuration, les enjeux liés aux changements climatiques sont évalués à l'aune du modèle d'affaires, du profil de risque et des expositions actuellement recensées du Groupe Peoples. Les données pertinentes en lien avec les changements climatiques sont remontées selon les processus de gestion des risques lorsqu'il y a lieu, notamment lorsque les risques physiques pourraient avoir une incidence sur les garanties, les expositions au risque de crédit, les activités ou la continuité de l'activité. Cette approche intégrée vise à favoriser la cohérence dans la surveillance, la reddition de comptes et la prise de décision, sans pour autant créer des organes de gouvernance consacrés exclusivement aux risques climatiques.

## Stratégie

Le Groupe Peoples tient compte des risques et possibilités liés aux changements climatiques dans sa stratégie d'affaires globale et son profil de risque. L'évaluation actuelle du Groupe Peoples n'a pas révélé de risques ou de possibilités liés aux changements climatiques ayant une incidence importante sur sa stratégie, son modèle d'affaires ou sa planification financière. Actuellement, les expositions aux risques physiques sont les plus pertinentes, en particulier les effets potentiels des inondations ou des feux de forêt sur les biens immobiliers financés au Canada.

Le Groupe Peoples a évalué son exposition aux risques physiques et de transition dans le cadre de l'exercice normalisé d'analyse de scénarios climatiques du BSIF, qui a révélé un niveau d'exposition aux risques de transition jugé négligeable. Le Groupe Peoples maintient une stratégie de crédit et une exposition semblables à l'égard des secteurs touchés par les risques de transition.

Le Groupe Peoples effectue un suivi de l'exposition aux risques physiques dans le cadre de son évaluation continue du risque de crédit et de garantie. Cela comprend la prise en compte de la concentration géographique des biens immobiliers financés dans les zones à haut risque d'inondation et d'incendie à travers le Canada. Bien que le Groupe Peoples considère actuellement que ces expositions ne modifient pas significativement sa stratégie globale ou n'offrent pas d'importantes possibilités liées aux changements climatiques, la direction reconnaît néanmoins que la fréquence et la gravité des événements climatiques pourraient évoluer au fil du temps et avoir une incidence sur la valeur des actifs, le rendement des emprunteurs, la disponibilité des assurances ou la résilience opérationnelle. En conséquence, les considérations relatives aux risques physiques sont intégrées, le cas échéant, aux processus actuels de suivi des risques et de planification des activités.

## Gestion des risques

Les risques climatiques sont gérés dans le cadre général de gestion du risque d'entreprise du Groupe Peoples. Au regard du profil de risque actuel, l'attention du Groupe Peoples en matière de changements climatiques se porte principalement sur les risques physiques qui touchent les biens immobiliers financés. À l'heure actuelle, le Groupe Peoples n'a pas spécifiquement défini de cibles ou de niveau d'appétence au risque en lien avec les changements climatiques. Le suivi actuel vise à cerner l'exposition aux risques physiques pertinents plutôt qu'à gérer un ensemble distinct de cibles liées aux changements climatiques.

Le Groupe Peoples suit l'exposition géographique des biens immobiliers financés dans des zones à haut risque d'inondation et d'incendie à l'échelle du Canada. Ces données aident la direction à comprendre l'exposition du portefeuille aux risques physiques aigus et peuvent éclairer les rapports sur les risques, le suivi du portefeuille et les mesures d'atténuation des risques connexes, comme les processus d'approbation de crédit et de gestion du risque de crédit, le cas échéant. Le risque physique est examiné parallèlement aux autres facteurs de risque pertinents afin d'avoir une vue globale de l'exposition aux risques et de permettre une remontée d'information par les canaux de gouvernance établis lorsque les conditions, les concentrations ou les tendances deviennent plus préoccupantes.

Chaque trimestre, l'équipe de gestion des risques financiers produit des rapports sur les tendances liées aux concentrations géographiques des biens immobiliers financés dans les régions de tri d'acheminement (RTA) qui comprennent des zones à haut risque d'inondation et d'incendie à l'échelle du Canada. Ces zones à haut risque d'inondation et d'incendie ont été initialement répertoriées dans le cadre de l'exercice normalisé d'analyse de scénarios climatiques du BSIF. Chaque trimestre, un rapport est présenté sur les tendances d'exposition dans les zones inondables et à risque d'incendie à l'échelle provincial et du portefeuille global. Une carte interactive présentant l'exposition au risque de crédit hypothécaire liée à chaque RTA comportant des zones à haut risque d'inondation ou d'incendie est également élaborée à la même fréquence.

Le rapport sur les tendances et la carte interactive font l'objet d'un examen trimestriel par le comité de gestion du risque d'entreprise. Les tendances d'exposition ainsi que les mesures recommandées par le comité de gestion du risque d'entreprise sont examinées lors des réunions trimestrielles du comité des risques du conseil d'administration.

Dans le cadre de son processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (PIEAFP), la CFP applique une méthodologie documentée pour mesurer les exigences de fonds propres liées aux risques climatiques. Actuellement, cette méthodologie se concentre sur les risques physiques par l'intermédiaire des expositions aux risques opérationnels et de crédit. Selon son modèle d'affaires et son bilan, la CFP n'a relevé aucune incidence importante des risques climatiques sur les expositions aux risques de marché ou de liquidité.

La CFP n'a recensé aucune possibilité liée aux changements climatiques dans le cadre de son plan d'affaires et de sa stratégie globale.

## Indicateurs et objectifs

Actuellement, l'indicateur climatique le plus pertinent pour le Groupe Peoples est l'exposition géographique des biens immobiliers financés dans des zones à haut risque d'inondation et de feu de forêt à l'échelle du Canada. Cet indicateur permet de répertorier et de suivre les risques physiques au sein du portefeuille immobilier. Le Groupe Peoples continuera d'affiner ses indicateurs climatiques au fil du temps, à mesure que les méthodologies, la disponibilité des données, les exigences réglementaires et les pratiques internes de gestion des risques évoluent.

### Indicateurs suivis chaque trimestre :

1. L'exposition globale au risque de crédit hypothécaire (entreprises et particuliers) liée aux RTA qui comprennent des zones à haut risque d'inondation ou d'incendie, telle que déterminée lors de l'exercice normalisé d'analyse de scénarios climatiques du BSIF.
2. L'exposition au risque de crédit hypothécaire (entreprises et particuliers) liée aux RTA qui comprennent des zones à haut risque d'inondation ou d'incendie, ventilées par province.
3. L'exposition spécifique au risque de crédit hypothécaire (entreprises et particuliers) liée à chaque RTA qui comprend des zones à haut risque d'inondation ou d'incendie, suivie à l'aide d'une carte interactive indiquant l'emplacement géographique de chaque RTA.

### Émissions du champ d'application 1

La CFP ne produit aucune émission de gaz à effet de serre du champ d'application 1, puisqu'elle ne possède aucun actif immobilisé ou véhicule émettant des gaz à effet de serre.

## Émissions du champ d'application 2

Les émissions du champ d'application 2 de la CFP sont estimées en fonction de la superficie des bureaux loués dans chaque province, mesurée en pieds carrés (pi<sup>2</sup>). Une intensité énergétique moyenne de 1,05 GJ/m<sup>2</sup> est utilisée pour les bureaux (à l'exclusion des établissements médicaux), comme il est indiqué par Ressources naturelles Canada dans l'Enquête 2019 sur l'utilisation commerciale et institutionnelle d'énergie (EUCIE) Bâtiments – Tableau de données, Tableau 1.

La valeur de 1,05 GJ/m<sup>2</sup> est convertie en kWh/pi<sup>2</sup> au taux de 25,8 kWh/pi<sup>2</sup> par GJ/m<sup>2</sup>.

$$1 \text{ GJ} = 277.78 \text{ kWh}$$

$$1 \text{ m}^2 = 10.764 \text{ sq ft}$$

$$\text{kWh/sq ft} = \text{GJ/m}^2 * \frac{277.78}{10.764} \approx 25.8$$

Le Tableau 5.2 : Intensités relatives à la consommation d'électricité (*g CO<sub>2</sub>e/kWh* d'électricité consommée) pour 2025 de la page « Coefficients d'émission et valeurs de référence » du gouvernement du Canada, version 3, octobre 2025, est utilisé pour estimer le poids des émissions de gaz à effet de serre par kWh par province.

Province/Territoire	Intensité relative à la consommation ( <i>g CO<sub>2</sub>e/kWh</i> )	superficie de bureau (pi <sup>2</sup> )	Émissions de GES ( <i>g CO<sub>2</sub>e</i> )
Colombie-Britannique	15	35 752	14 527 825
Alberta	540	4 138	60 533 147
Ontario	30	17 306	14 064 586
Québec	1,7	4 550	209 541
<b>Total</b>		<b>61 746</b>	<b>89 335 099</b>

### Cibles liées aux changements climatiques :

La CFP n'a pas établi d'objectifs stratégiques spécifiques liés aux changements climatiques et ne fait pas le suivi des progrès accomplis par rapport à des cibles qualitatives ou quantitatives.